

## Incendie de Lubrizol : « Un état habituel de la qualité de l'air à Rouen », annonce le préfet

*Pascal Lefebvre*

6-7 minutes

---

**Le préfet de la Seine-Maritime s'est présenté face à la presse, samedi 28 septembre. Le nouveau bilan qu'il fourni indique un "état habituel de la qualité de l'air à Rouen".**

Publié le 28 Sep 19 à 20:24



Le préfet de Seine-Maritime a indiqué samedi 28 septembre 2019, que l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen. (©Raphaël Tual/76actu)

Le préfet de la **Seine-Maritime**, Pierre-André Durand, s'est présenté face à la presse, samedi 28 septembre 2019. Une nouvelle fois, la thématique de son intervention portait sur l'incendie de l'**usine Lubrizol de Rouen**, débuté jeudi 26 septembre à 2h42. Un incendie qui conserve encore quelques points chauds, et qui nécessitait toujours la présence de 34 sapeurs-pompiers et 12 engins, à 19 heures.

Lire aussi : [Quelle qualité de l'air pendant l'incendie de Lubrizol à Rouen ? Le préfet se veut rassurant](#)

## Nouvelles analyses à disposition

Parmi les nouveaux éléments, le préfet a fourni les résultats d'analyses complémentaires sur la question de la toxicité l'air. Elles complètent les 78 mesures de l'air effectuées sur 26 points, en urgence, le jour de l'accident. A l'époque, une absence de [toxicité aiguë](#) avait été annoncée.

Ces récentes mesures rendent compte « de nouveaux éléments décisifs sur le sujet central de la qualité de l'air », à Rouen : « Nous sommes à un état habituel de la qualité de l'air. »

Avec une exception, le site lui-même, sur lequel on note une trace de benzène. Et donc une pollution plus concentrée, qui se comprend très bien. Les résultats seront mis en ligne sur le site de la préfecture au terme de notre point presse.

Autre point essentiel, **les retombées de suie**, perceptibles depuis jeudi sur certains sols, fenêtres, véhicules ou encore produits agricoles de la métropole rouennaise. À ce sujet, le préfet a présenté des résultats « qui ne mettent pas en évidence de différences significatives entre un prélèvement témoin et d'autres sites situés sous le panache ».

## Les frais seront imputés à l'exploitant

Nous retrouvons là les teneurs habituelles avec un sujet particulier à certains endroits, qui est celui de la présence de **plomb**. Il peut s'agir d'une source historique, non liée à l'incendie, puisque l'entreprise n'utilisait pas de plomb. Des mesures complémentaires sont toujours en cours. Nous attendons ces résultats en début de semaine, ils seront communiqués.

Quid des **odeurs**, sujet d'indisposition central au sein de la population rouennaise ? « Je ne minimise pas les éléments d'inconfort. L'odeur est présente, certains peuvent ressentir des irritations. Mais nous ne sommes pas dans une situation de masse. Vous avez des chiffres de contacts du Samu. » Jeudi, 51 personnes s'étaient présentées au CHU de Rouen. Six d'entre elles, « victimes de décompensations » selon le représentant du Samu, avaient été hospitalisées.

En réponse, le préfet a déjà assuré que l'exploitant de l'usine [Lubrizol](#) serait poursuivi en justice. « Il devra assurer les frais de prélèvement, de gestion, de nettoyage ». Un arrêté préfectoral a d'ores et déjà décidé de la fermeture du site de production chimique.

## **Gel des récoltes**

Questionné sur la présence d'**amiante**, le préfet a admis la présence du matériau dans certaines toitures effondrées du site industriel. « Le sujet est identifié, cette présence va être traitée selon les protocoles. » De même, le responsable public, également assisté du directeur du Sdis 76 en charge des opérations, a de nouveau assuré qu'aucune substance radioactive n'avait été identifiée par les sapeurs-pompiers.

Autre problématique, celle de l'élevage et des produits issus de **l'agriculture**. Une mesure conservatoire de « gel des récoltes » a ainsi été décidée. Elle concerne « les provisions non-récoltées, mais également celles entreposées avant le 26 septembre », date de l'incendie. La mesure prend effet le temps de « l'évaluation du risque sanitaire » dans son ensemble.

Lire aussi : [Après l'incendie de Lubrizol, ils proposent d'accueillir les habitants de Rouen chez eux](#)

De leur côté, les particuliers affectés par le passage du panache ont été invités à « ne pas consommer les produits souillés ». « Les produits non-souillés doivent être de préférence lavés, voire épluchés, avant consommation. » La préfecture va mettre à disposition une série de mesures préventives sur [son site internet](#).

## **Feu (presque) vert pour les établissements scolaires**

Au lendemain de la venue du ministre de l'Education nationale [Jean-Michel Blanquer](#) à la cellule de crise, Pierre-André Durand a confirmé la réouverture de l'ensemble des établissements scolaires concernés par des arrêtés de fermeture depuis jeudi. Ecoles, collèges et lycées ont été nettoyés à l'eau par des agents de service. Toutefois, « nous n'aurons l'état des nettoyages effectués que dimanche soir. Il est donc possible que certains établissements scolaires aient besoin d'un jour supplémentaire ».

Objet d'une grande défiance depuis le début de l'accident, le préfet a assumé sa communication et sa gestion de crise à l'issue de ce point presse, qui aura finalement duré plus d'une heure.

## **La défiance ne mollit pas**

Il a aussi fustigé l'apparition sur les réseaux sociaux de faux-communiqués et de fausses informations sur la gestion de l'incendie. Cela n'a pas mis fin aux nombreux commentaires de défiance. Et notamment sous notre live Facebook.

Cette défiance par rapport au discours officiel trouve des prolongements concrets. Une [cagnotte](#) projetant de financer des analyses indépendantes existe sur Leetchi. Sur le plan juridique, des [écologistes rouennais](#) ont récemment exigé des comptes à l'État, tandis que certains habitants ont appelé aussi à quitter la ville.

[Plusieurs plaintes](#), de particuliers notamment, ont par ailleurs été déposées auprès du parquet de Rouen, qui l'a révélé par communiqué, samedi 28 septembre. Une pétition en ligne pour demander une enquête sur les conséquences sanitaires et environnementales de l'accident industriel a recueilli près de 30 000 signatures samedi soir.

Lire aussi : [Incendie chez Lubrizol à Rouen : les écologistes demandent des comptes au préfet](#)